

APRES KOIZUMI : REDONNER SENS A LA POLITIQUE ETRANGERE DU JAPON

Régine Serra
Chargée de mission, Centre Asie, Sciences Po

Rarement Premier ministre japonais aura été aussi médiatisé à l'étranger que Junichiro Koizumi. On se souvient de Yoshida Shigeru comme l'artisan du redressement du Japon après guerre ; de Tanaka Kakuei, à cause des scandales financiers qui le firent tomber, ou de Nakasone Yasuhiro pour sa campagne d'ouverture du Japon au monde. On se souviendra très certainement de celui qui voulait être « le Tony Blair japonais », et ne refusait pas non plus d'être surnommé « le loup solitaire », voire « Don Quichotte ».

Il y a certainement un peu des trois dans sa politique étrangère, qui peut apparaître à bien des égards impulsive et entêtée. Car ce qui caractérise avant tout l'action de Koizumi à l'extérieur, c'est bien plus l'instinct que la réalisation d'un programme stratégique pré-défini, même si, paradoxalement, il aura impulsé le plus grand tournant stratégique du Japon depuis 1945 en envoyant des troupes en Irak. Que ce soit l'internationalisation des Forces d'auto-défense japonaises (FAD) ou l'engagement habilement habillé dans des opérations de « défense collective », bien que le Japon se refuse toujours officiellement ce droit, le mouvement vers une implication de type nouveau dans la sécurisation de la communauté internationale aura connu sous son double mandat un élan décisif.

Instinctif, Koizumi le fut incontestablement. Les événements tragiques du 11 septembre 2001, survenant moins de cinq mois après son accession au pouvoir, ont constitué le socle



d'une politique étrangère qu'il n'avait pas. Le programme qui lui avait permis de gagner le soutien massif de l'opinion et des médias était entièrement construit sur l'accélération des réformes structurelles de l'économie et la réforme politique, à commencer par celle du Parti libéral-démocrate (PLD) lui-même. Mais après les attentats terroristes, surfant sur l'émotion et les peurs, il fit voter en un temps record une loi qui permit au Japon de prendre sa part (dans un rôle non combattant) à la guerre de représailles contre les Talibans. Il renforça et élargit le dispositif relatif à la participation des FAD aux missions onusiennes, et relança le débat – enlisé depuis quatre décennies – sur la nécessité de doter le Japon d'une loi prévoyant les mécanismes d'un état d'urgence, qu'il fit voter en 2003.

L'émergence du « terrorisme international », couplé à la perception de menaces régionales venant de Corée du Nord ou de la Chine, a servi le réalignement opportuniste avec les Etats-Unis et favorisé des mutations nationales que des raisons de politique intérieure avaient longtemps rendues impossibles à mettre en œuvre. Bien utilisé, le discours sur ces menaces a permis d'engager un processus de transformation générale de la politique de défense et de sécurité du Japon. Ce processus est allé de pair avec le renforcement du pouvoir de décision en matière de défense et de sécurité au sein du cabinet du Premier ministre, aux dépens notamment du ministère des Affaires étrangères, mais aussi du PLD, où la génération pacifiste des septuagénaires encore marqués par le traumatisme de la défaite, à l'exemple de l'ancien Premier ministre Miyazawa Kiichi et de l'éminence grise Nonaka Hiromu, a été définitivement mise sur la touche.

Même si ces avancées sont fondamentales, elles n'en cachent pas moins l'absence de vision de Koizumi, qui a lancé le Japon dans une course en avant dont il n'a pas maîtrisé tous les effets. Car au moment où il passe le pouvoir au successeur qu'il s'est choisi, jamais les relations du Japon n'auront été aussi mauvaises avec ses voisins asiatiques et les interrogations aussi nombreuses sur son degré d'engagement auprès des Etats-Unis. Sa politique asiatique fut chaotique, et parfois même dangereuse. Ouvert au dialogue, certes, mais résolument fermé aux concessions, Koizumi a joué l'affrontement avec Pékin, alors même que les relations économiques sino-japonaises ne cessaient de se développer. Avec Séoul, l'amélioration prometteuse des relations apportée par les initiatives de Obuchi Keizo (1998-2000), qui avait consenti aux Coréens des excuses écrites pour l'agression japonaise, a été gâtée par la réactivation du conflit territorial autour des îlots Tokdo (Takeshima). Du

côté de la Corée du Nord, les deux visites de Koizumi à Pyongyang en 2002 – en pleine campagne électorale – et 2004 ont eu plus d'effet à court terme sur la cote de popularité du Premier ministre qu'à long terme sur le programme nucléaire et balistique de Pyongyang. Au regard de l'Asie en général, la politique de Koizumi fut parfois même contradictoire : alors que la diplomatie japonaise et les initiatives personnelles multipliaient les messages pour la constitution d'une Communauté asiatique, Koizumi accumulait les signes de rupture, notamment son intransigeance sur l'hommage rendu au sanctuaire Yasukuni.

La relation avec les Etats-Unis a été toute entière commandée par la volonté de « coller » à la superpuissance protectrice tout en tâchant d'élever autant que possible le statut du Japon dans le couple. Il en a résulté la réaffirmation d'objectifs communs sur le théâtre asiatique – à commencer par la protection de Taiwan –, l'intégration croissante des FAD au dispositif militaire américain à l'échelle mondiale, et le geste fort de leur engagement en Irak. Mais ces initiatives n'auront pas produit les effets qu'escomptait Koizumi. La très prudente mission « humanitaire » de 600 Japonais dans le borbier irakien, sous la protection d'un contingent hollandais, n'a guère accru la crédibilité du Japon comme « puissance responsable », mais a bien plutôt contribué à brouiller davantage, aux yeux de la communauté internationale, l'image du Japon comme acteur de paix et de développement sur laquelle Tokyo avait réussi à se bâtir une certaine légitimité.

Koizumi aura eu beau mettre en scène sa proximité avec George Bush lors de leur équipée à Graceland, petit cadeau du président américain au fan d'Elvis Presley qu'est le Premier ministre, il n'aura guère – voire pas du tout – influé sur les orientations américaines, qu'il s'agisse de la réponse à apporter au terrorisme, de la politique de non-prolifération ou du « *regime change* » si cher à l'administration Bush. La diplomatie japonaise n'était pas entièrement dépourvue d'expérience sur ces terrains, mais elle a été bien en peine de faire entendre sa voix. Au contraire, même si les ouvertures de Koizumi envers Pyongyang ont manifesté que Tokyo pouvait être en désaccord avec Washington quand il s'agissait de son environnement immédiat, on a pu entendre le ministre des Affaires étrangères Aso Tarô reprendre le discours des néo-conservateurs sur « l'expansion de la démocratie », alors que ses prédécesseurs n'avaient jamais parlé que de « la défendre ».

Au final, la politique étrangère de Koizumi a été trop nippo-centrée, ainsi qu'on l'a vu dans l'affaire du Yasukuni, qui est fondamentalement un enjeu intérieur, pour être véritablement visionnaire et contribuer à la pacification des relations internationales. Mais, venant après deux décennies de montée du néo-nationalisme, son activisme parfois brouillon a participé d'une manière décisive à un bouleversement idéologique qui pourrait bien marquer, après un demi-siècle, « la fin de l'après-guerre dans les têtes » – mais en ramenant le citoyen japonais au plus près de ce que fut l'expansion impérialiste, pour mieux la comprendre et l'accepter.